

agir par la culture

magazine politique & culturel

- Agir par la culture - <https://agirparlaculture.be> -

Nos bulles médiatiques nous éloignent

Flandre-Wallonie

Par Coraline Burre / le 26-10-2026

[Retour](#)

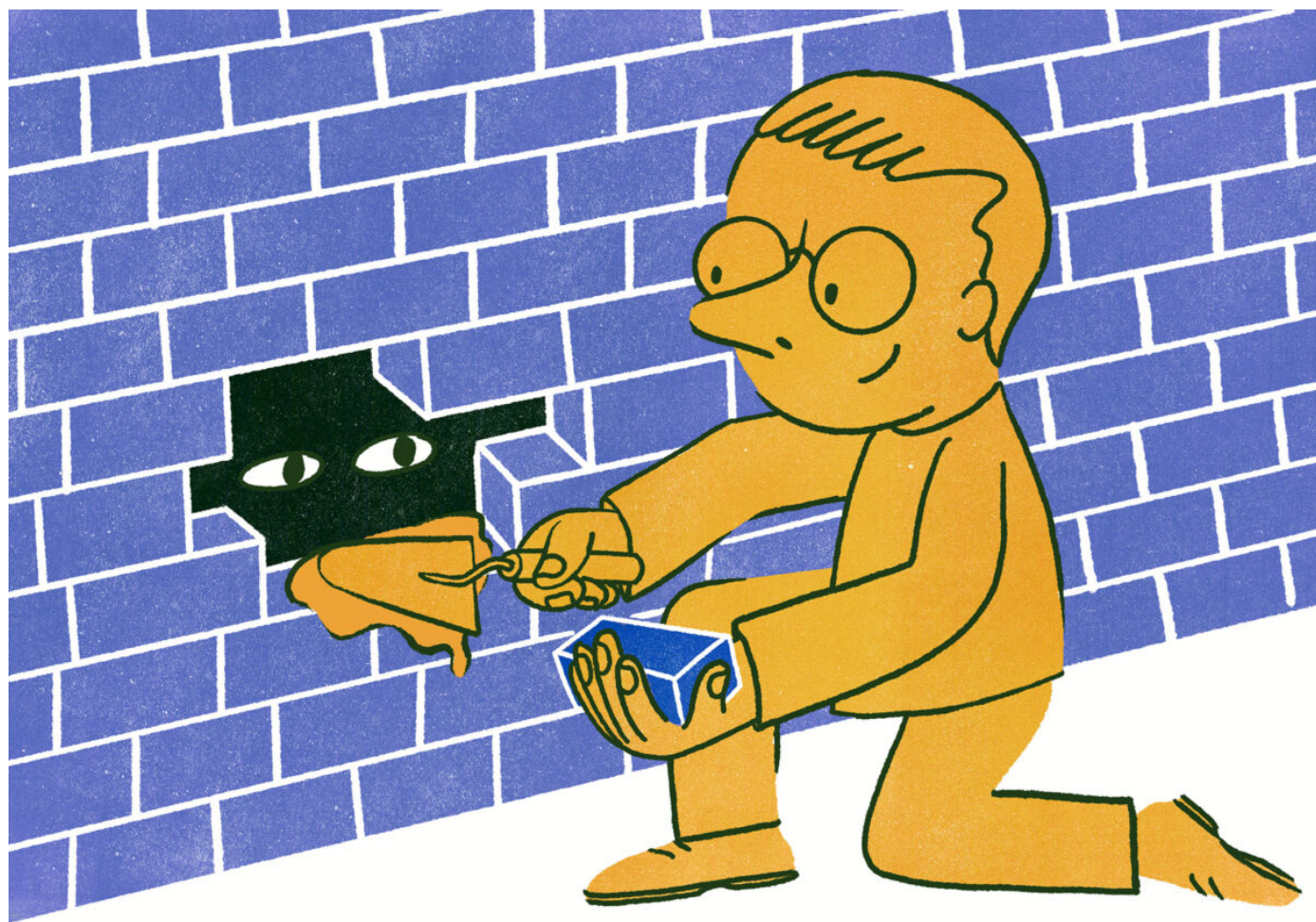


Illustration : Ivonne Gargano

Côte à côte, à la fois si proches et pourtant si loin, près de douze millions d'habitant·es peuplent le Royaume Bel-
gique. Et au milieu se dresse une frontière invisible, linguistique, coupant véritablement le pays en deux sur plus
de 400 km. Selon des clichés bien ancrés, au Sud le Wallon aurait indéniablement un côté profiteuse, paresseux,
un brin trop festif, votant à gauche alors que son voisin du Nord serait plus sérieux, travailleur, votant un peu
trop à droite. Des particularismes, chaque communauté en a certainement. Mais difficile de comprendre les diffé-
rences culturelles et politiques tant le paysage médiatique d'à côté semble imperméable. La fin, dans le plus
grand silence, du site *FlandreInfo.be*, offre en français de la chaîne publique flamande VRT, rappelle à quel point,
le Nord et le Sud de la Belgique sont vraiment deux mondes à part qui dialoguent de moins en moins. Dans un

contexte de crises multiples et de nationalisme galopant, jeter des passerelles est pourtant essentiel.

Dimanche prochain, peut-être irez-vous chercher des petits pains à la boulangerie ou faire une course à l'épicerie du quartier ? Vous en profiterez sans doute pour prendre un exemplaire du *7 dimanche*, un des derniers survivants de la presse gratuite en Wallonie et à Bruxelles. Au nord du pays, les gourmand·es en quête de *debroadjesse* saisiront de leur côté de l'édition hebdomadaire du *Zondag* qui les attend dans le présentoir à la sortie. Ces deux journaux dominicaux, édités respectivement par Rossel et Roularta, circulent dans des centaines de milliers de foyers belges chaque week-end. Ils ne racontent pourtant pas la même Belgique. Difficile en effet de trouver Une semblable. Une différence de ligne éditoriale, de ton et surtout de façon de voir et de dire le monde façonne les deux paysages médiatiques. Chacun s'intéressant particulièrement à son pré carré régional ; marqué par des partis distincts, avec ses femmes et ses hommes politiques, ses artistes, sa culture locale, un patrimoine et folklore propres. Sans compter cette particularité flamande des *BV's*, *bekende vlamingen* (Flamand·es connu·es), concept médiatique qui amène une peopolisation et par là même contribue au succès d'un certain nombre de chanteur·euses, d'acteur·ices, de politiques et de présentateur·ices TV. Ainsi, les Wallon·nes auront beau prendre le train vers Ostende aux premiers rayons du soleil et les Flamand·es sillonner chaque sentier ardennais, iels ne comprendront vraiment leur autre moitié de Belgique qu'en s'intéressant au débat public présent dans l'autre région via la consultation de ses médias.

De l'impossibilité d'un espace public commun

Ces deux Belgique qui paraissent inconciliables font le lit de la NV-A, parti nationaliste flamand qui séduit une grande partie de l'électorat du nord du pays depuis les élections fédérales de 2010. De quoi donner du poids à la création d'un état confédéral où la Flandre gagnerait en indépendance. Le site internet de la NV-A éclaire d'ailleurs de façon limpide sur ce que serait le « problème belge » : *« Au cours du 20^e siècle, la Belgique s'est peu à peu scindée en deux démocraties différentes, alors que ses institutions ne se sont pas suffisamment adaptées à cette évolution. [...] Par conséquent, la Flandre et la Wallonie doivent obtenir un degré d'autonomie maximal afin de pouvoir mener une politique à la mesure de leur propre communauté. [...] Notre but final est, en effet, une Flandre indépendante en tant qu'État membre européen, mais le chemin pour y parvenir est jalonné d'étapes »*.

Dans une interview accordée à La Première à l'occasion des cent premiers jours du gouvernement fédéral « Arizona », le premier ministre Bart De Wever (NV-A) insiste : *« La Belgique reste un pays très compliqué avec cinq partis. Il y a des partis de gauche, il y a des partis de droite, il y a un parti de centre où ils sont tous dedans. Donc, il y a deux communautés avec deux opinions publiques qui sont différentes »*.

Si l'on s'en tient à la vision nationaliste flamande, la Belgique serait constituée d'une démocratie flamande et d'une démocratie francophone. Une vision politique qui s'appuie sur un dialogue quasi impossible, constaté de toute part, entretenu à dessein par certain·es au Nord ou nié par manque d'intérêt (en termes d'électorat) par d'autres au Sud. La Belgique est pourtant toujours en 2026 un état fédéral où certaines décisions impactent pareillement l'ensemble des citoyen·nes et où il serait attendu qu'un espace commun existe pour leur mise en débat.

Comme l'a décrit le sociologue allemand Jürgen Habermas, l'espace public est *« la sphère sociale au sein de laquelle les citoyens peuvent se constituer en force politique, capable de s'opposer aux pouvoirs privés ou d'exercer une influence sur l'État »*¹. Cet espace autrefois physique (journaux, cafés, coopératives, clubs...) se déroule aujourd'hui essentiellement en ligne sur les réseaux sociaux et dans la plupart des cas ne touchant qu'une seule des communautés linguistiques du pays. L'absence d'un espace public commun signifie l'absence d'un débat public national où les idées et avis divergents de chaque partie peuvent se rencontrer, se nourrir, évoluer et parfois se retrouver.

Faute d'un débat médiatique commun, participant lui-même à un débat public unifié à l'échelle nationale, les compromis politiques requis pour faire fonctionner l'État fédéral ne sont jamais débattus au sein de la population. Ils prennent le chemin de réunions à huis clos *au finish* entre présidents de partis et une poignée d'interlocuteurs triés sur le volet.

Dans le Royaume Belgique, ce commun a bel et bien existé, tant dans la sphère politique que médiatique. Il s'est vu progressivement détricoté à partir des années 1960 dans un contexte échauffé par les revendications identitaires².

Les effets de la communautarisation

Le 8 novembre 1962, le Parlement vote la loi fixant les 403 km d'une *frontière linguistique* immatérielle, administrative, entre la Flandre néerlandophone et la Wallonie francophone, de Comines aux Fourons. Cette reconnaissance législative des territoires linguistiques marque le point de départ de la fédéralisation de la Belgique. En Flandre, des voix s'élèvent pour réclamer plus d'autonomie culturelle. À Leuven, ville désormais flamande, le bilinguisme pourtant originel de la Katholieke Universiteit Leuven (KUL) dérange. Aux cris de « *Walen buiten !* » (« *Wallons dehors !* ») et de « *Leuven Vlaams !* » (« *Louvain flamande !* ») voire de « *Waalse ratten rol uw maten* » (« *Rats wallons, pliez bagage* »), le mouvement contestataire étudiant prend rapidement une dimension politique provoquant la chute du gouvernement du social-chrétien Paul Vanden Boeynants le 7 février 1968.

Comme l'indique le sociologue Dave Poitras : « *La scission de la KUL constitue un événement marquant dans la mémoire collective flamande, à la fois comme conséquence institutionnelle de la fixation de la frontière linguistique et comme moment de cristallisation où celle-ci devient socialement lisible et politiquement agissante* ». Cette crise majeure amène rapidement à la première réforme de l'État en 1970 qui précise les principes de Communautés et de Régions et découpe la Belgique en entités fédérées disposant de leurs propres compétences et gouvernement, avec des partis politiques et un paysage médiatique distincts. La communautarisation jette ainsi les bases de ce qui a dessiné deux espaces publics caractérisés par une conscience communautaire propre.

L'autonomie culturelle et la compétence de la radiodiffusion et de la télévision sont reconnues aux trois Communautés. Une étape supplémentaire pour des médias d'abord gérés par une structure étatique unique, l'Institut National de Radiodiffusion (INR) à partir de 1930, puis progressivement divisée en ailes linguistiques indépendantes. Il faut encore attendre 1977 pour que les trois entités voient le jour : la RTBF (Radio-télévision belge de la Communauté française) pour la Communauté française, la BRT (aujourd'hui nommée VRT — Vlaamse Radio- en Televisieomroeporganisatie) pour la Communauté flamande, et la BRG (Belgischer Rundfunk) pour la Communauté germanophone. Voici la Belgique officiellement divisée en trois paysages médiatiques, dont deux principaux vu la taille restreinte de la communauté germanophone, qui représente un peu moins de 1 % de la population totale du pays.

L'international à la VRT : la fin d'un monde

Parallèlement à la communautarisation de l'audiovisuel apparaît une asymétrie remarquable : la BRT garde une offre multilingue exigée par son contrat de gestion³ pas pas la RTBF. Radio Vlaanderen Internationaal émet ainsi en ondes moyennes pendant plus d'un quart de siècle. Le rapport annuel de 1993 indique que RVI doit pouvoir être reçu en qualité FM « *de l'Irlande à la Russie et de la Scandinavie à Tanger* » grâce à son développement par satellite. La radio propose alors des productions propres en anglais, français, allemand, espagnol et arabe avec la mission de faire briller la Flandre à l'étranger. La VRT est la seule des grandes institutions publiques communautaires à avoir construit et maintenu pendant plusieurs décennies une véritable offre éditoriale d'informations destinées à des non-néerlandophones.

Au fil du temps et des contrats de gestion, le service s'est toutefois restreint pour se limiter à des informations en

anglais, français et allemand, diffusées uniquement sur internet depuis 2005. Jusqu'à l'adoption du dernier contrat de gestion du service public flamand (2026 – 2030), dans lequel n'apparaît plus aucune mention d'un service en langues étrangères visant à informer les personnes ne parlant pas le néerlandais. Voilà qui sonne le glas d'une « institution » vieille de plus de 80 ans. La VRT cessera de produire et de publier ses articles en français, anglais et allemand dès le 1^{er} décembre 2026⁴.

Certes, les obligations internationales de la VRT relevaient de l'exception communautaire, la chaîne publique francophone n'ayant jamais eu d'offre en langues étrangères⁵. Mais cette suppression d'un service sans doute trop peu visible n'a rien d'anodin. Présentée publiquement comme le symptôme de l'évolution technologique (passage à la rédaction en ligne) ou restrictions économiques (réduction progressive des moyens alloués à la rédaction internationale), n'est-elle pas aussi à lire dans l'évolution du contexte politique flamand ? Considérer comme obsolète l'unique outil public permettant à toute personne ne maîtrisant pas le néerlandais de comprendre l'actualité de la Flandre, avec ses différences, ses spécificités politiques et ses propositions culturelles est une suite logique du repli sur soi prôné par les nationalistes.

In ons land

Les journalistes Ivan De Vadder et Alain Gerlache, deux analystes du monde politique belge, tant national que régional, font le constat depuis plusieurs années de l'écart croissant qui se creuse entre les deux communautés et de l'influence du traitement médiatique sur les stéréotypes entre Flamand·es et Wallon·nes. Selon eux, la façon dont la presse aborde l'actualité de l'autre communauté linguistique a aussi un impact sur la perpétuation des clichés.

Interrogé par Flandres.Info, Ivan De Vadder prenait en exemple un article publié sur le site internet de la RTBF qui relatait un incident raciste entre voisins. L'article s'intitulait « Sales nègres, vous puez ! : scène de « racisme ordinaire » à Waregem ». Selon le journaliste flamand, « *cela laisse supposer que c'est comme cela que ça se passe tout le temps en Flandre, or, c'était oublier qu'une semaine auparavant une journaliste d'origine marocaine présentant le journal sur RTL-TVi avait aussi subi des insultes racistes* ». Un angle et une construction qui entretiennent dans le débat public wallon, l'idée que tous les Flamand·es sont racistes.

Pour Alain Gerlache⁶, le problème des journalistes francophones est similaire à celui de nombreux·ses francophones : « *Ils sont principalement en contact avec leur propre communauté* ». Un sujet très vif en Flandre peut être assez transparent en Wallonie et vice versa. Ainsi en a-t-il été du « canon flamand », liste de soixante points d'ancrage « sur l'histoire, la culture et la société de la Flandre », qui a animé la presse, le monde académique et le débat public flamand pendant de nombreuses semaines. Résultat d'un projet porté par la N-VA, le « Canon van Vlaanderen », qui a été mis en œuvre par le gouvernement flamand Jambon fin 2023, a en revanche suscité très peu d'intérêt du côté des médias francophones.

Joyce Azar, journaliste et cofondatrice de [DaarDaar.be](https://www.daarbaar.be), site d'information qui traduit en français des articles de la presse flamande et germanophone est la voix néerlandophone de la RTBF. Dans sa chronique *Un œil en Flandre* diffusée sur la Une le dimanche à 13h et dans la matinale de la Première le mercredi, elle raconte ce qui se passe de l'autre côté de la frontière linguistique. Elle qui a travaillé au service langues étrangères de la VRT pendant presque vingt ans fait le constat d'un recentrage régionaliste du discours médiatique, y compris dans le service public. « *J'ai été choquée de constater à plusieurs reprises un glissement rhétorique quand un·e journaliste du JT utilise la formule In ons land [« dans notre pays ». NDLR] pour parler de données concernant la Flandre et non pas la Belgique. Ou quand [la chaîne privée] VTM adapte le format télévisuel The Voice qui prend habituellement le nom du pays et devient de façon presque naturelle The Voice van Vlaanderen. Il y a un glissement symptomatique.* »

La journaliste nous explique avoir vu s'ancrer un repli sur soi ces dernières années du côté flamand, alors qu'à l'inverse naissait un intérêt, une curiosité dans le chef des francophones pour ce qu'il se passait en Flandre. « *Quand on a lancé DaarDaaren 2015, c'était pour répondre à une demande d'actualités flamandes, à l'instar de ce que fait Courrier international qui traduit les principaux titres de l'étranger, nous on le fait pour la Flandre* ». À la question de savoir pourquoi ne pas lancer une version inversée qui traduirait des informations francophones en néerlandais, la réponse est amère : « *Cela demanderait beaucoup de travail pour trop peu d'intérêt du public flamand* ». Joyce Azar constate aussi une diminution de la présence d'échos wallons dans les médias flamands, tant privés que publics. Les chroniqueur·euses francophones intervenant régulièrement dans les médias flamands se font rares. Et pour ce qui serait de tenir une rubrique hebdomadaire type « Un œil de Wallonie » au JT de la VRT : « *Si une telle rubrique devait exister, l'ombudsman [Service de médiation de la VRT. NDLR] de média public flamand déborderait vite de plaintes du genre : « Vous dépensez de l'argent public pour nous parler des Wallons ! »* »

La Belgique serait-elle donc peuplée d'êtres que tout oppose ? Pas tant que cela à en croire les sondages réalisés régulièrement auprès d'échantillons représentatifs de la population belge. Les principales thématiques qui animent le débat public au nord comme au sud du pays sont : pouvoir d'achat, salaire, pension, immigration et sécurité. L'enquête nationale, menée en 2026, montre que les préoccupations des citoyen·nes sont assez similaires et les orientations politiques pas si opposées. C'est donc cela la Belgique, des voisin·es qui ont de nombreux points en commun mais qui évoluent dans des débats publics qui vivent différemment, avec des paysages médiatiques, politiques et culturels façonnés par la communautarisation.

De l'évidence de jeter des ponts

Face aux différentes crises en cours et à venir, jeter des passerelles entre le Nord et le Sud de la Belgique s'impose. Faut-il rappeler que « *L'union fait la force* » est la devise nationale ? Choisie pour souligner le succès du compromis entre catholiques et libéraux face à Guillaume I^{er} des Pays-Bas, l'expression a pris une nouvelle tournure avec la fédéralisation du pays. Le schisme politique qui a contribué à l'éloignement croissant de deux consciences communautaires est loin d'être une fatalité.

Mieux se comprendre passe nécessairement par la connaissance de la langue de l'autre. Il n'existe pas de recensement officiel de la connaissance d'une deuxième langue nationale, mais selon les derniers relevés de l'Eurobaromètre, plus de la moitié de Flamand·es avaient une connaissance suffisante du français contre 12 % de Wallon·nes ayant des bases minimales en flamand. Un ratio qui va peut-être changer. L'apprentissage du néerlandais s'imposera à tous·tes les élèves francophones à partir de la troisième primaire à l'horizon 2029 - 30 (un projet initialement prévu pour la rentrée 2027). Une mesure, dont l'application s'annonce d'emblée compliquée vu la pénurie d'enseignant·es, qui permettra d'aligner les communautés entre elles. Le français est la première langue moderne en communauté flamande et en communauté germanophone et le néerlandais est déjà imposé en première langue dès la troisième primaire de l'enseignement francophone de la Région bruxelloise depuis les années 1960. Dans un futur proche, toujours plus de Wallons se familiariseront avec le néerlandais. De quoi ouvrir plus facilement les pages d'un quotidien néerlandophone ou d'un centre culturel flamand, voire d'aller au prochain concert de la méga star Pommeliën Thijs ou de binge-watcher toutes les saisons de la série *Knokke Offen* version originale.

Des liens entre le Nord et le Sud, Michael De Cock tout juste arrivé à la direction du Théâtre de Liège, en souhaite beaucoup, lui qui est le premier artiste flamand à prendre la tête d'une institution théâtrale francophone majeure en Belgique. Comme il l'explique dans un entretien avec *De Standaard*, De Cock rêve « *d'un circuit culturel fédéral, dans lequel les artistes franchiraient bien plus souvent la frontière linguistique* ». Il affirme haut et fort l'objectif politique qui se joue à travers la création artistique : « *Oui : celui de passer d'un nationalisme*

étroit et exclusif à une invitation inclusive. Mais je crois surtout que ce rapprochement peut être extraordinaire-ment enrichissant et que de telles rencontres peuvent créer beaucoup de beauté. Le théâtre sert à découvrir des choses et des gens, à s'exercer à l'empathie, dans un lieu où l'on se retrouve encore hors ligne, en chair et en os. C'est précisément ce manque-là qui constitue l'un de nos plus grands problèmes aujourd'hui. J'ose donc espérer que les nationalistes flamands aimeront eux aussi leur propre culture lors des prochaines négociations budgétaires. Faire communauté : voilà pourquoi je fais ce travail.»

À peine le politique a-t-il divisé la Belgique en entités qu'est apparue, dès les années 1970, une volonté de collaboration culturelle entre ces mêmes entités. Après plusieurs décennies de chamailleries liées à la question du principe de territorialité des compétences, un accord de coopération culturelle entre les Communautés française et flamande de Belgique est finalement entré en vigueur le 7 février 2014. Il permet d'institutionnaliser la coopération entre les deux administrations de la culture avec pour résultats sur le terrain : des appels à projets inter-communautaires, des partenariats et la circulation des artistes et des œuvres. Car le secteur culturel est plus que jamais catégorique : faire communauté est indispensable.

Recréer un espace public commun pourra difficilement se faire sans l'entremise des médias. Quelle place pour un média public national dans tout cela ? La tendance actuelle du marché médiatique est à une rationalisation budgétaire stricte plutôt qu'au développement de nouveautés. Bien que la RTBF et la VRT se soient quelque peu éloignées géographiquement⁷, un projet commun mutualisant les moyens techniques et humains reste certainement possible. Un programme qui aborderait l'actualité de l'autre communauté sous toutes les facettes, pas seulement sur les sujets qui fâchent, aussi sur ceux qui relient. On y parlerait des Belges connu-es, des sorties artistiques dans les dix provinces, du folklore du Nord et du Sud, et des politiques aussi un peu quand même... Et si les prochains contrats de gestion des médias publics en dressaient les contours ? Il est encore temps. Celui de la RTBF sera renouvelé en 2027, celui de la VRT en 2030. À bon entendre ?

1. Jürgen Habermas, *L'Espace public*, Payot, 1978 (1962), p. 184.
2. Lire sur ce point Dave Sinardet, « Territorialité et identités linguistiques en Belgique », *Hermès, La Revue*, 51(2), pp 141 – 147, 2008.
3. Convention pluriannuelle négociée entre un gouvernement et un média pour fixer ses missions de service public et les moyens alloués pour les accomplir.
4. Ces contenus en langues étrangères étaient proposés respectivement sur les sites *Flandreinfo.be*, *Flandersnews.be* et *Flanderninfo.be*.
5. En matière de visibilisation, la RTBF a quant à elle rejoint l'association des Radios francophones publiques (RFP) dès le milieu des années 1950 aux côtés de Radio-Canada, Radio France et Radio Télévision Suisse. Depuis des débuts, les radios francophones publiques ont favorisé le rayonnement de la langue et de la culture francophones à travers le monde.
6. Alain Gerlache est également auteur de plusieurs ouvrages analysant les clichés et les différences entre la Flandre et la Wallonie comme *La Belgique pour débutants*, *La Charte, 2014* et *Het Verhaal van Wallonie*, Ertberg, 2024.
7. Depuis 2026, RTBF et VRT ne partagent plus les mêmes locaux qui seront détruits mais déménagent dans deux nouveaux sièges (« Media Square » pour la RTBF et « House of M » pour la VRT). S'ils sont situés côte à côte, immédiatement derrière les bâtiments actuels, ces deux locaux actent encore un peu plus la séparation médiatique.

Url : **<https://agirparlaculture.be/flandre-wallonie-nos-bulles-mediatiques-nous-eloignent/>**